

Motions

d'industriAll Europe Trade Union

2025-2029

Energie

La situation géopolitique actuelle doit amener l'Europe à se questionner sur les enjeux de souveraineté et de stratégie long terme. La désindustrialisation de l'Europe s'accélère nous rendant dépendant dans de plus en plus de secteurs. Cependant l'urgence climatique n'a pas disparu et la neutralité carbone en Europe à l'horizon 2050 est essentielle.

L'énergie souveraine, bas carbone, fiable et à faible coût sera la solution pour gagner la compétitivité industrielle européenne tout en agissant contre le changement climatique.

Nous rappelons que tous les pays ont le droit de choisir leur propre mix énergétique.

L'imposition de libre concurrence dans l'énergie et notamment l'électricité est un dogme du passé. Pour faire baisser les prix, il faut sortir de la logique de marché de l'énergie pour payer les vrais coûts et avoir une diversification en abondance de moyens de production d'énergie bas carbone.

Les filières bas carbone devront être complémentaires car la décarbonation profonde de l'économie européenne nécessite une transformation structurelle de nos systèmes énergétiques conjuguant le déploiement de la production bas carbone et des énergies renouvelables participant à l'efficacité énergétique. La réindustrialisation et le transfert d'usages vers les énergies bas carbone nécessiteront toutes les énergies bas carbone disponibles et cela associé à des réseaux robustes et équilibrés, ce qui nécessite aussi le déploiement d'une flexibilité cohérente et complémentaire au sein des pays de l'UE.

Nous demandons une révision de la politique énergétique de l'UE qui s'appuie sur une vision globale des enjeux énergétiques et climatiques en intégrant leurs composantes économiques, sociales, de souveraineté et d'industrialisation. La neutralité technologique bas carbone devrait guider la politique énergétique en définissant des objectifs de décarbonation et non de moyens. Elle doit permettre de s'appuyer sur toutes les technologies de la décarbonation en privilégiant dans chaque contexte les solutions climatiquement les plus efficaces, économiquement les plus soutenables et socialement les meilleures.

Une Europe sans industrie est une Europe faible. Une Europe sans stratégie est une Europe affaiblie. Une Europe de concurrence est une Europe en perdition alors qu'une Europe de coopération est la seule voie de succès. L'UE doit revoir sa conception du marché de l'énergie et sur les actions associées pour favoriser l'industrie européenne. Elle doit s'appuyer sur sa capacité à garantir son indépendance dans la conception, la fabrication et la maintenance de ses équipements tout au long de la chaîne de valeur en ayant une attention particulière aux minerais et terres rares, qui, et seulement en l'absence de ressources suffisantes exploitables en Europe, doivent faire l'objet d'une politique d'approvisionnement stratégique et de diversification coordonnée à l'échelle européenne.

Les infrastructures énergétiques européennes doivent être renouvelées et renforcées rapidement par les États membres. Le choix d'un mix énergétique doit impérativement s'accompagner d'une vision économique claire, intégrant le coût complet du système énergétique y compris les énergies complémentaires et viser à garantir des prix stables et

prévisibles pour les consommateurs. Il doit aussi assurer aux producteurs une rémunération suffisante pour couvrir la maintenance et l'exploitation des infrastructures, ainsi que la préparation des investissements futurs.

Par cette motion, nous demandons :

- D'inclure toutes les énergies bas carbone comme moyens de production éligibles aux politiques européennes.
- De piloter la décarbonation par le biais d'objectifs de baisse de l'intensité carbone de l'énergie finale produite dans le respect de la neutralité technologique.
- De tenir compte dans les objectifs des coûts complets des systèmes y compris les adaptations des réseaux les productions complémentaires nécessaires pour garantir une production fiable et assurer la sûreté des réseaux électriques.
- De développer des filières qui intègrent le bilan carbone du cycle complet de la filière afin d'atteindre nos objectifs en matière de réduction.
- De réviser la réglementation en matière d'énergie et notamment d'électricité après évaluation approfondie et réforme structurelle profonde de l'organisation du marché

Convergence salariale : pour des salaires équitables et décents à travers l'Union européenne

IndustriAll Europe travaille continuellement sur le sujet de la croissance et de la convergence salariales. Des salaires équitables et décents sont essentiels au bien-être de tous les salariés de l'Union européenne. Lors de l'adhésion des États de la région de l'Est à l'Union européenne en 2004, les travailleurs ont célébré l'évènement et ont aspiré à un avenir meilleur. Les responsables politiques leur avaient alors promis une hausse rapide de leur niveau de vie, qui ne tarderait pas à atteindre celui des pays développés d'Europe de l'Ouest et du Nord, notamment l'Allemagne, qui a toujours été un modèle pour les pays d'Europe de l'Est et enviée par ces derniers.

Mais qu'en est-il en réalité ?

Il est vrai que les économies des pays d'Europe de l'Est ont connu une croissance importante. Les pays d'Europe de l'Est, à savoir la République tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie, atteignent ensemble 80 % de la moyenne européenne en termes de création de produit intérieur brut en parité de pouvoir d'achat. La productivité par travailleur dans ces pays atteint plus de 80 % de la moyenne européenne. Il est donc évident que les performances des économies de la région de l'Est sont à la hausse. Malheureusement, les salaires ne reflètent pas cette augmentation des performances. Les coûts horaires de la main-d'œuvre dans les pays d'Europe de l'Est, à l'exception de la Slovénie, s'élèvent à 40 % à 50 % de la moyenne européenne, en comparaison avec l'Allemagne, où cette valeur se situe en 31 % et 44 %.

En 2023, soit vingt ans après l'adhésion à l'UE, les coûts de la main-d'œuvre par rapport à la moyenne de l'UE ont atteint 57 % en République tchèque, 54 % en Slovaquie, 46 % en Pologne et 40 % en Hongrie. En outre, les salaires en Slovaquie sont les plus bas (en moyenne) parmi les pays du groupe de Visegrád. Il n'est donc pas surprenant que de nombreux salariés des pays d'Europe de l'Est soient désabusés par l'adhésion à l'UE.

L'énorme écart salarial entre les pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest est indéniable. Dans certains cas, ces disparités peuvent être liées à des types de travail différents, mais celles-ci restent importantes même lorsque les tâches de travail sont très similaires.

Le salaire doit être équitable et décent, comme stipulé dans les documents européens. Le salaire en Europe de l'Est est-il équitable ? Est-il juste qu'un salarié tchèque ou hongrois d'un pays d'Europe de l'Est qui effectue le même travail, avec le même engagement, ne reçoive que l'équivalent d'une partie du salaire d'un collègue d'Europe de l'Ouest ? L'argument des différents niveaux de prix n'est pas non plus valable, car le niveau de prix dans les pays d'Europe de l'Est atteint déjà près de 80 % de la moyenne européenne.

Comment est-il possible que les salariés d'une multinationale travaillant dans une filiale (généralement en Europe de l'Est) perçoivent des salaires inférieurs à ceux des salariés du pays siège (généralement en Europe de l'Ouest) par rapport au niveau des prix ?

Quant à la dignité, elle peut difficilement être considérée comme telle lorsque des travailleurs d'Europe de l'Est achètent les mêmes produits alimentaires et de première nécessité au même prix que leurs collègues de pays plus riches, comme constaté sur les prospectus publicitaires des grandes surfaces, mais en gagnant à peine plus de la moitié des revenus occidentaux. Il n'est ni juste ni digne que les travailleurs d'Europe de l'Est doivent travailler au moins deux fois plus que leurs collègues occidentaux pour acheter les mêmes produits.

Toutefois, la question des salaires équitables et décents ne concerne pas uniquement les pays d'Europe de l'Est. La situation est encore plus préoccupante dans des pays tels que la Roumanie ou la Bulgarie, qui occupent les dernières places dans les statistiques relatives aux salaires, aux revenus et à la précarité. En 2023, les coûts de la main-d'œuvre ne s'élevaient qu'à 29 % en Bulgarie et 35 % en Roumanie par rapport à la moyenne européenne.

Nos collègues grecs ont indiqué que leurs conditions de travail et salariales, au lieu de se rapprocher de celles des pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, sont au contraire radicalement différentes.

La situation est peu réjouissante, même dans les pays qui font partie des États développés et membres fondateurs de l'UE. À titre d'exemple, l'Italie est confrontée à un déclin continu des salaires réels. En 2020 déjà, le salaire réel moyen en Italie était inférieur de plus de 2 % à celui de 1990, un phénomène tout à fait unique au sein de l'UE. Selon un rapport récent de Save the Children, près d'un jeune sur dix en Italie vit dans la précarité, et plus de deux tiers des personnes interrogées craignent qu'un emploi futur ne leur permette pas de s'en sortir.

En raison de la crise du coût de la vie observée dans de nombreux pays de l'UE, les salaires réels ont chuté ces dernières années, créant des difficultés supplémentaires pour les travailleurs pour joindre les deux bouts au quotidien. Dans de nombreux pays, des mesures d'austérité sont à nouveau instaurées, notamment dans le domaine social, alors qu'il a été démontré, lors de la crise de 2008, que l'austérité n'avait pour résultat qu'une reprise très lente de l'économie des différents pays.

Un travail qualifié et équitablement rémunéré est notre priorité !

Malgré la relance en Europe, la précarité et les inégalités entre les travailleurs ne cessent d'augmenter, la convergence entre les régions stagne et la croissance salariale reste inférieure à la productivité dans de nombreux États membres. Les institutions européennes ont récemment adopté plusieurs nouvelles législations qui vont dans la bonne direction, à savoir vers une Europe sociale pour tous, mais ce n'est pas encore suffisant.

La convergence entre les pays de l'UE figure en permanence parmi les priorités d'industriAll Europe. Lors du congrès de 2021, une résolution intitulée « Convergence salariale et salaires équitables en Europe » a été adoptée.

Durant la période qui a suivi le congrès, plusieurs campagnes ont été menées, au cours desquelles le sujet des salaires a été abordé. Il a également été question de l'amélioration du salaire qui est l'une des conditions de travail de base.

Lors de la conférence de mi-mandat organisée à Thessalonique en 2023, une attention toute particulière a été portée à l'éducation et au développement des compétences. Dans ce

contexte, il a été déclaré que l'avenir de l'Europe en tant que lieu où il fait bon vivre dépend de l'existence d'emplois de qualité, c'est-à-dire des lieux où le travail est effectué dans de bonnes conditions pour un salaire décent.

Comme le démontrent les faits ci-dessus, l'aplanissement des différences entre les pays riches et les pays pauvres se fait très lentement, voire pas du tout. Malheureusement, des tendances totalement opposées peuvent également être observées. Il n'est donc pas surprenant que les salariés déçus, et pas seulement ceux des pays d'Europe de l'Est, penchent pour des partis politiques dont les programmes visent à démanteler l'UE. Le soutien au pacte vert, à la numérisation et à la décarbonation est mitigé en Europe de l'Est, car aucun investissement n'est réalisé dans ces domaines. L'argent est injecté dans les pays d'origine des multinationales et investi dans de nouvelles technologies qui ne contribuent pas à améliorer le bien-être de ceux qui ont participé à leur création.

Comment atteindre cet objectif ?

La convergence salariale passe par le renforcement des syndicats en tant qu'acteurs des négociations collectives. Par conséquent, nous devons :

- Lutter au niveau national et européen pour le renforcement des négociations collectives et du dialogue social tripartite
- Plaider plus activement et lutter au niveau national et européen pour salaire égal à un travail égal
- Promouvoir des mesures visant à renforcer le dialogue social, y compris le renforcement du droit à la participation
- Supprimer toutes les tentatives d'affaiblissement des syndicats, telles que la restriction du droit du grève.
- Développer la coordination et le soutien mutuels dans les négociations avec les partenaires sociaux
- Soutenir les efforts visant à empêcher la désindustrialisation de l'Europe et à renforcer la compétitivité de l'économie européenne.
- Empêcher la fuite des bénéfices des différents pays vers les paradis fiscaux au sein et en dehors de l'UE
- Partager des exemples de bonnes pratiques et échanger des informations sur les résultats positifs du dialogue social et des négociations collectives
- Développer et améliorer la coopération des syndicats au niveau national et européen dans les entreprises multinationales, lutter pour des conditions de travail de qualité, une rémunération équitable, une convergence des niveaux de salaire et une réduction des disparités. C'est pourquoi il est nécessaire d'aborder les questions relatives aux salaires et à l'égalité de rémunération pendant les réunions de CEE.

Cet objectif ne peut être atteint sans une coopération et un soutien mutuel !

Situation en Ukraine durant l'agression militaire de la Fédération de Russie

Les organisations affiliées à industriAll Europe condamnent fermement l'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui a commencé en 2014 pour dégénérer en guerre à grande échelle le 24 février 2022, et expriment leur soutien unanime au peuple ukrainien et à ses efforts de lutte pour la liberté, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale.

Les organisations affiliées à industriAll Europe témoignent de leur solidarité avec les syndicats ukrainiens, qui continuent à protéger les intérêts des travailleurs malgré la guerre, à défendre le droit à un travail sûr et à contribuer au soutien économique du pays.

L'agression russe contre l'Ukraine a déjà entraîné d'énormes pertes humaines, la disparition de millions d'emplois actuels et potentiels, ainsi que la destruction de l'économie, d'infrastructures stratégiques et de secteurs clés, à savoir l'industrie métallurgique, chimique, pétrochimique, minière, de l'ingénierie mécanique et autres.

Par ailleurs, nous tenons à souligner l'importance de la question de la sécurité énergétique ukrainienne, devenue critique dans ce contexte de guerre. Les attaques ciblées de la Russie contre l'infrastructure énergétique de l'Ukraine ont occasionné des dégâts considérables, laissant des millions de citoyens sans accès aux besoins essentiels, comme l'électricité, le chauffage et l'eau. Ces attaques visant le secteur de l'énergie ont pour but de nuire à l'économie du pays et d'anéantir la population civile d'Ukraine.

La solidarité d'industriAll Europe avec l'Ukraine reste totale.

Nous appelons la communauté internationale à durcir les sanctions contre l'agresseur, ainsi qu'à renforcer son soutien au peuple ukrainien dans cette lutte.

En cette période critique, nous demandons aux États européens et aux institutions internationales de continuer à participer au rétablissement de la sécurité énergétique de l'Ukraine, à travers un appui financier et technique.

Nous insistons sur la nécessité de maintenir des conditions de travail décentes pour tous les salariés et d'assurer la protection sociale et les droits des travailleurs, et ce, même en temps de guerre. La garantie du dialogue social est indispensable à la reconstruction future de l'Ukraine et à son développement. Les syndicats seront les plus à même de veiller au respect des normes internationales et nationales du travail à chaque étape de la reconstruction afin d'empêcher l'exploitation des travailleurs.

La réhabilitation des infrastructures énergétiques devrait être une priorité dans la reconstruction de l'Ukraine au lendemain de la guerre. IndustriAll Europe souligne l'importance de moderniser et de décentraliser les systèmes énergétiques, de mener une transition écologique et juste et de pleinement intégrer l'Ukraine dans le réseau énergétique paneuropéen. Ces conditions garantiront la résilience de l'Ukraine et son indépendance à

l'égard des pressions énergétiques extérieures. Nous soutenons les mesures visant à intégrer des technologies modernes et des innovations dans le secteur de l'énergie qui contribueront à reconsolider le secteur énergétique ukrainien, à accroître son efficacité et à améliorer sa durabilité environnementale.

Nous accordons une attention toute particulière au besoin de créer des conditions propices au retour des Ukrainiens dans leurs foyers en Ukraine. Des millions de personnes ont été contraintes de fuir leur pays pour échapper aux hostilités, et nous appelons la communauté internationale, les gouvernements européens et toute autre organisation internationale à offrir le soutien nécessaire pour garantir un retour des citoyens ukrainiens dans leur pays d'origine, dans la sécurité et la dignité.

La reconstruction de l'Ukraine après la guerre doit se faire de manière équitable et sociale et doit tenir compte des droits des travailleurs. Cette reconstruction doit reposer sur les principes du développement durable, du travail décent, de l'égalité et de la justice sociale. En outre, celle-ci doit se faire avec la participation active des syndicats afin de garantir la protection des droits des travailleurs et de promouvoir une économie fondée sur l'innovation et les technologies vertes. Il est indispensable que les syndicats participent au suivi de la mise en œuvre des plans d'investissement à travers un système de dialogue social et de conventions collectives en accord avec la directive européenne sur les salaires minimaux adéquats.

IndustriAll Europe soutient l'élaboration d'une stratégie de défense industrielle européenne, qui constitue un élément important de la sécurité collective et de la stabilité en Europe. Cette question revêt une importance particulière dans le contexte de la guerre en Ukraine. Nous estimons que les entreprises de défense ukrainiennes devraient faire partie intégrante de cette stratégie. La participation de l'Ukraine aux programmes de défense européens et la coopération dans la production d'équipements militaires, d'armes et de technologies de pointe renforceront les capacités de défense de l'Ukraine et de l'Europe dans son ensemble. Cette coopération contribuera également à la relance de l'économie ukrainienne grâce à la participation à des projets communs dans le domaine de l'industrie de la défense. L'intégration de l'Ukraine dans les chaînes industrielles européennes créera de nouvelles opportunités pour les travailleurs, et contribuera à la création d'emplois, à la formation avancée et à l'amélioration des normes sociales. La participation d'experts ukrainiens à des projets internationaux facilitera l'échange d'expériences précieuses et favorisera le développement économique de l'Ukraine après la guerre.

IndustriAll Europe est prête à soutenir des initiatives conjointes et à promouvoir la coopération entre les entreprises ukrainiennes et européennes dans le cadre de la politique industrielle, contribuant ainsi à la reprise économique ukrainienne et à son intégration dans l'économie de l'UE.

Nous continuerons à soutenir les syndicats ukrainiens dans leurs activités visant à préserver les droits du travail, les libertés et les droits syndicaux, et nous apporterons toute l'aide possible pour faire face aux conséquences de cette terrible guerre.

Paix et Démocratie

Nous, organisations syndicales engagées dans la défense des droits des travailleurs et des libertés fondamentales, exprimons notre profonde inquiétude face à la montée de l'extrême droite en Europe. Cette progression constitue une menace directe contre la paix, la démocratie et les acquis sociaux conquis par des décennies de luttes ouvrières.

L'histoire nous enseigne que l'extrême droite, sous toutes ses formes, sape les droits des travailleurs, détruit les solidarités collectives et alimente les divisions au sein de nos sociétés. Son programme repose sur la remise en cause des libertés syndicales, la stigmatisation de certaines catégories de la population et la remise en cause des principes de justice sociale et d'égalité. Face à cette menace, nous affirmons avec force que les valeurs de solidarité, d'égalité et de fraternité doivent rester notre socle commun.

Nous devons appeler sans relâche l'ensemble des travailleurs et des travailleuses à se mobiliser contre les discours de haine et de division. Il est de notre responsabilité de défendre un modèle de société basé sur la justice sociale, le respect des droits fondamentaux et la coopération entre les peuples. La montée des idéologies autoritaires ne peut être combattue qu'à travers un engagement syndical fort, une unité de la classe ouvrière et une mobilisation citoyenne sans faille.

Nous réaffirmons également notre attachement à la paix en Europe et dans le monde. L'extrême droite, par son nationalisme exacerbé et ses politiques de repli, menace la stabilité internationale et préfère alimenter les tensions plutôt que de promouvoir la diplomatie et la coopération. Nous refusons cette logique de confrontation et appelons à une politique basée sur le dialogue et la défense des droits humains.

Face à ces enjeux cruciaux, nous, organisations syndicales, estimons qu'il est essentiel de renforcer le plan stratégique et nos actions à venir par les engagements suivants :

- Informer et sensibiliser les travailleurs sur les dangers de l'extrême droite et ses conséquences sur leurs droits et conditions de travail ;
- Défendre activement les valeurs de démocratie, de liberté syndicale et de justice sociale ;
- Combattre toutes formes de discrimination, de racisme et de division au sein du monde du travail ;
- Agir pour une Europe solidaire, juste et pacifique, au service des peuples et non des intérêts financiers.

La paix est une condition préalable au plein exercice des droits humains et à la stabilité des démocraties. Sans justice sociale et économique, il ne peut y avoir ni paix ni sécurité.

Nous appelons tous les travailleurs et travailleuses, ainsi que l'ensemble des forces progressistes, à s'unir pour défendre nos droits et nos libertés contre la menace de l'extrême droite. L'histoire nous a déjà montré ce que peut engendrer le repli identitaire et l'autoritarisme. Nous avons le devoir de préserver la paix, la démocratie et les acquis sociaux pour les générations futures.

Ensemble, unis et solidaires, nous ferons face à cette menace et construirons un avenir fondé sur la justice et la dignité humaine.

Les syndicats de l'industrie comme bâtisseurs de la paix

« Il dépend de nous de progresser sans cesse sur la voie du bonheur, du savoir et de la sagesse. Allons-nous, au contraire, choisir la mort parce que nous sommes incapables d'oublier nos querelles ? Si vous y parvenez, un nouveau paradis vous est ouvert ; sinon, vous risquez l'anéantissement universel. »

Manifeste de Russell-Einstein, 1955

Depuis leur création, les mouvements syndicaux ont démontré une forme extraordinaire de participation collective, surmontant les formes d'individualisme, pour obtenir des avancées et lutter contre les conditions de pauvreté et l'exploitation. Grâce aux syndicats, les travailleurs ont trouvé la force d'améliorer leurs conditions de vie et de travail en unissant leurs voix à travers un projet commun.

L'engagement direct des travailleurs et des militants rend le changement possible et renforce les capacités et le rôle des syndicats. Cet engagement est le cœur battant de notre projet pour le changement, car un autre monde est possible.

Au cours des dernières décennies, le monde a connu de profonds bouleversements géopolitiques et socio-économiques qui ont remodelé les relations entre les États, les économies et les individus.

À la fin du 20^{ème} siècle, la mondialisation semblait apporter une réponse définitive aux défis du monde contemporain, jetant les bases d'un ordre stable et d'une prospérité généralisée. Or, quelques années plus tard seulement, ce système a été remis en question par une succession de crises mondiales, de conflits et de tensions aux quatre coins de la planète.

La mondialisation a apporté son lot d'avantages évidents, mais elle a également engendré de nouvelles inégalités et tensions.

Les démocraties doivent faire face à une crise interne, conjuguée à une méfiance croissante des citoyens à l'égard des institutions. Exaspérés, ces derniers se tournent vers ceux qui leur promettent des solutions faciles à des enjeux sans précédent.

Partout dans le monde, les régimes autoritaires et les autocraties gagnent du terrain, tandis que le souverainisme et les mouvements d'extrême droite progressent inexorablement dans les démocraties.

Nous assistons à une multiplication des conflits, que ce soit en Ukraine, au Moyen-Orient, en Israël et Palestine, en Syrie ou encore en Birmanie, en Amérique du Sud et en Afrique. La guerre est présentée comme une solution aux conflits entre les peuples, ne laissant aucune place à la diplomatie.

Les pertes civiles ne cessent d'augmenter tandis que les images d'enfants couverts de sang, perdus dans les décombres, ébranlent nos consciences humaines. L'empressement de

chacun des belligérants à « graver sa victoire dans les mémoires » a engendré de milliers de petites défaites.

Une génération entière d'enfants va probablement grandir et vivre avec le traumatisme des missiles, des bombardements et des sirènes, cultivant la haine et la vengeance.

Cette spirale doit cesser. Nous ne pouvons pas rester indifférents.

Nous devons mettre l'humanité au cœur de nos choix afin de bâtir des structures mondiales qui garantissent la paix, en surmontant les barrières nationales et culturelles existantes à l'origine des guerres.

Le pacifisme est un pas en avant dans l'évolution culturelle de l'humanité, où la raison domine les instincts agressifs.

Dans un monde fragmenté par les multiples guerres et conflits généralisés, les travailleurs du monde entier et leurs organisations syndicales doivent devenir les protagonistes d'un mouvement international qui fait pression sur les institutions et les États pour contrer les forces destructrices qui continuent à faire des victimes dans le monde entier, parmi les populations civiles, les travailleurs et leurs familles.

C'est pourquoi nous considérons qu'il est urgent et indispensable que la fédération syndicale européenne de l'industrie, industriAll Europe, organise une réunion entre les organisations affiliées pour discuter et identifier les initiatives promouvant la paix entre les peuples en sensibilisant les travailleurs et les syndicats qui les représentent.

Solidarité en faveur du renforcement des droits syndicaux et des pratiques équitables dans l'Europe du Sud-Est à travers une meilleure coopération au sein des entreprises multinationales :

CONSIDÉRANT que la force des syndicats aux niveaux européen et national est indispensable à une Europe prospère fondée sur une industrie forte ;

CONSTATANT que les entreprises multinationales, ainsi que les gouvernements des pays concernés, intensifient les pressions et les attaques à l'encontre des négociations collectives, des systèmes de sécurité sociale, des syndicats, des emplois et des droits du travail ;

RECONNAISSANT que ces entreprises multinationales exercent une pression constante sur les travailleurs qui veulent se syndiquer au moyen de menaces, d'intimidations, d'harcèlements, de licenciements injustifiés et en poussant les membres de syndicats à démissionner ;

En tant que syndicats signataires, nous :

1. APPELONS les entreprises multinationales basées en Europe à respecter les droits des travailleurs et la reconnaissance des syndicats, indépendamment de l'endroit où elles opèrent ;
2. CONDAMNONS les stratégies d'entreprise qui conduisent au dumping social, à la détérioration des conditions de travail et à la violation des droits syndicaux ;
3. DEMANDONS une stricte application du principe « à travail égal, salaire égal » ;
4. EXHORTONS les institutions européennes à améliorer le suivi et le contrôle des activités des entreprises basées en Europe et qui ont des filiales en dehors de l'Europe ;
5. INSISTONS sur la nécessité de renforcer les mécanismes qui rendent les entreprises multinationales responsables des actions de leurs filiales et fournisseurs dans les pays d'Europe du Sud-Est ;
6. SOULIGNONS la nécessité pour les pays d'Europe du Sud-Est d'harmoniser leurs législations du travail avec les normes internationales et de garantir leur mise en œuvre effective ;
7. PROPOSONS que le mécanisme de fixation du salaire minimum européen soit lié au coût de la vie et dûment appliqué dans tous les pays d'Europe du Sud-Est, conformément à la directive 2022/2041 relative aux salaires minimaux adéquats ;
8. INSISTONS sur l'importance de la mise en œuvre des droits humains fondamentaux à une rémunération équitable et décente par le biais de conventions collectives de travail avec application obligatoire.
9. DEMANDONS à industriAll European Trade Union de définir ses priorités futures pour soutenir les syndicats de l'Europe du Sud-Est en :
 - a) Renforçant la solidarité transnationale et la coopération syndicale au sein des entreprises multinationales ;
 - b) Promouvant une culture des relations industrielles dans les entreprises multinationales où la syndicalisation est actuellement difficile ;

- c) Encourageant les syndicats à défendre les droits des travailleurs lorsque les investissements proviennent d'entreprises situées en dehors de l'Union européenne ;
- d) Améliorant le partage d'informations sur les accords conclus au siège européen et qui affectent les filiales dans la région ;
- e) Soutenant les négociations collectives sur les défis rencontrés au cours des dernières années de crise économique, en particulier dans les pays où la législation s'oppose au dialogue social ;
- f) Aidant les syndicats à relever les enjeux de l'industrie 4.0 et à mener une « transition juste » vers une Europe verte.

Le Congrès déclare par la présente que la protection des intérêts des travailleurs nécessite un renforcement de la solidarité à travers l'Europe tout en construisant des syndicats nationaux forts.

L'emploi des jeunes, la répression syndicale et la syndicalisation dans l'industrie

Les organisations affiliées à industriAll Europe sont préoccupées par la précarité grandissante des jeunes dans l'industrie, exacerbée par la généralisation des contrats précaires et la répression syndicale accrue.

Alors qu'elle devrait offrir un avenir et une émancipation sociale, l'industrie est minée par l'intérim et la sous-traitance excessive, rendant toute projection à long terme impossible. La défense d'une industrie européenne forte passe par le renforcement des syndicats, seuls capables de protéger les droits des travailleurs et d'imposer de nouveaux progrès sociaux.

Face à ces défis, un espoir se dessine : la (ré)politisation du syndicalisme, illustrée, en France, par la mobilisation massive des jeunes face à la montée de l'extrême droite après les élections européennes du 9 juin dernier. Ce sursaut politique démontre que, face à une menace directe sur leurs droits, les jeunes s'engagent. Cette énergie doit être investie dans nos organisations pour en faire une force collective durable.

Ce renouveau renforce le rôle de contre-pouvoir des syndicats et élève le débat politique. Il est crucial de saisir cette dynamique et d'intégrer pleinement les jeunes dans le combat syndical et la lutte des classes.

Cependant, la situation des jeunes travailleurs reste alarmante : leur taux de chômage est deux fois plus élevé que celui de la moyenne européenne. La crise sanitaire a aggravé leur précarité, marquée par le chômage, la pauvreté et l'ubérisation, les privant de protections sociales. Lorsqu'ils tentent de s'organiser, ils subissent pressions, intimidations et licenciements abusifs. La répression syndicale constitue un frein majeur à leur engagement et doit être combattue pour favoriser la syndicalisation.

La syndicalisation des jeunes est essentielle pour répondre à leurs préoccupations et assurer l'avenir du mouvement syndical. Nos organisations doivent rester des forces indispensables pour la justice sociale et les droits des travailleurs.

Les organisations affiliées à industriAll Europe appellent ce Congrès à s'engager pour :

- La protection des militants syndicaux, notamment des jeunes, pour garantir un engagement sans crainte de représailles.
- L'exigence de législations nationales et internationales garantissant la liberté syndicale.
- La mise en place de mécanismes efficaces de soutien aux militants réprimés.
- La revendication d'un emploi industriel stable et de qualité pour la jeunesse.
- Le développement massif de la syndicalisation des jeunes, avec des outils adaptés.
- Le renforcement de la solidarité internationale contre la répression syndicale.
- La demande d'amnistie pour les jeunes condamnés en raison de leur engagement syndical.

Les organisations affiliées à industriAll Europe appellent toutes les organisations à faire de l'emploi des jeunes et de la lutte contre la répression sociale et syndicale une priorité. Car un jeune travailleur exploité aujourd'hui est un salarié brisé demain. Agissons dès maintenant pour imposer un modèle social juste et progressiste.

Les relations transatlantiques

La relation transatlantique entre l'Union européenne et les États-Unis a été un pilier de la stabilité mondiale et de la prospérité partagée malgré les frictions commerciales régulières et les divergences politiques quant au rôle du droit international et du multilatéralisme. Toutefois, à la lumière des tensions commerciales et des différends tarifaires croissants, ainsi que des tentatives d'ingérence agressive des États-Unis dans les politiques nationales, il est impératif que ces relations soient rééquilibrées en se fondant sur les principes d'équité, de respect mutuel et de justice sociale. Aucun pays ne devrait établir les règles. Par ailleurs, l'incertitude et l'attitude imprévisible de l'administration américaine devraient pousser l'UE à adopter une politique d'atténuation des risques afin de réduire les dépendances stratégiques de l'Europe à l'égard des États-Unis.

Alors que les craintes de récession se multiplient, les travailleurs ne veulent surtout pas d'une nouvelle bataille inconsidérée entre les États-Unis et l'Europe. La récente décision des États-Unis d'imposer des droits de douane, tels que la taxation de 25% sur les exportations automobiles européennes, l'acier et l'aluminium, porte atteinte à l'esprit de coopération et risque de plonger les deux économies dans une récession. Même les exemptions provisoires ou les retards dans la mise en œuvre des droits de douane ne font que renforcer l'incertitude pour les travailleurs et les industries déjà sous pression.

Les guerres commerciales et les mesures de rétorsion sont non seulement préjudiciables sur le plan économique, mais elles sont aussi dévastatrices sur le plan social, car elles risquent d'entraîner d'importantes pertes d'emplois et menacent l'intégrité du tissu industriel européen, tout en augmentant les coûts et en sapant la compétitivité de l'autre côté de l'Atlantique. L'UE doit défendre ses intérêts économiques, mais elle ne doit pas se limiter à de simples mesures de rétorsion. Les droits de douane protecteurs risquent de déclencher une escalade qui ne profite à personne. L'Union européenne doit privilégier une action stratégique et décisive pour préserver les capacités industrielles et les emplois. Il convient de mettre en place une stratégie globale à long terme, qui associe la politique commerciale à des investissements à grande échelle afin de soutenir la production européenne, de stimuler la demande intérieure, de diversifier les partenariats commerciaux et de protéger les emplois de qualité.

Nous réaffirmons le rôle central des syndicats dans la construction de cet avenir. Les travailleurs ne doivent en aucun cas subir les dommages collatéraux des conflits géopolitiques.

Par cette motion, nous appelons les gouvernements européens et l'UE à :

- **Développer une stratégie industrielle et commerciale globale qui dépasse les droits de douane réciproques et qui se concentre sur l'investissement, l'innovation, le développement durable et la protection et la création d'emplois à travers le développement du marché interne.**
- **Elargir les instruments tels que le SURE, le FEM, et le FSE+ pour venir en aide aux travailleurs touchés par les chocs commerciaux et les transformer en outils de précaution pour sauver des emplois sur la base des conditionnalités sociales.**

- Renforcer l'autonomie stratégique dans les secteurs critiques, tels que l'énergie, l'automobile, l'acier et les technologies, en réduisant la dépendance à l'égard de relations commerciales vulnérables.
- Accélérer les efforts de diversification et coopérer avec des partenaires commerciaux qui sont prêts à s'engager dans des accords de libre-échange équitables et socialement responsables, fondés sur des règles universelles, le respect des droits des travailleurs et des règles de durabilité, avec la participation des syndicats.
- Promouvoir un programme mondial visant à (re)construire un système multilatéral de commerce équitable et les institutions connexes.
- Ouvrir à la mise en place d'un système progressif fondé sur des règles internationales, avec une Organisation mondiale du commerce (OMC) pleinement opérationnelle.
- Accroître l'engagement de l'UE et des États-Unis à trouver une issue positive dans le cadre de l'accord mondial sur l'acier et l'aluminium durables.
- Continuer à informer et à consulter les syndicats sur les questions commerciales pertinentes qui affectent les relations transatlantiques.
- Poursuivre une politique industrielle cohérente afin de renforcer l'Europe en tant que lieu d'implantation des entreprises dans la concurrence internationale, par exemple en réduisant les coûts de l'énergie ou en mettant en place des programmes d'investissement européens pour promouvoir la transformation.

Déclaration de solidarité : Solidarité avec les personnes LGBTI+ en Hongrie

Le Parlement hongrois a adopté une loi habilitant les autorités locales à interdire les marches des fiertés et autres manifestations publiques LGBTI+. Cette loi autorise également l'utilisation d'outils de reconnaissance faciale pour identifier les manifestants, restreignant ainsi considérablement la liberté de réunion et d'expression, ce qui est en totale contradiction avec les principes démocratiques fondamentaux et les valeurs de l'Union européenne.

Cette législation n'est pas seulement une attaque contre les personnes LGBTI+, mais aussi une atteinte directe contre la liberté d'expression, la liberté de réunion et la dignité humaine. Comme l'ont signalé ILGA-Europe et d'autres défenseurs des droits de l'homme, ces développements représentent une tendance dangereuse à la restriction des libertés civiles et témoignent de la montée de l'autoritarisme. Ces mesures ont suscité de vives critiques de la part des organismes internationaux de défense des droits de l'homme, qui dénoncent la dérive alarmante de la Hongrie par rapport aux normes démocratiques.

Les syndicats ont la responsabilité de défendre l'égalité, l'inclusion et les droits humains pour tous. Dans un contexte de répression et de peur, les membres LGBTI+ des syndicats, les travailleurs et leurs familles sont particulièrement vulnérables et confrontés à la discrimination non seulement au sein de la société mais aussi sur le lieu de travail.

Cela doit cesser.

IndustriAll Europe se tient aux côtés de la communauté LGBTI+ en Hongrie et dans toute l'Europe. Nous appelons le gouvernement hongrois à :

- Abroger immédiatement les lois discriminatoires qui ciblent les personnes LGBTI+ et qui restreignent la liberté de réunion.
- Garantir la pleine protection des droits de l'homme et des libertés démocratiques, y compris le droit de manifester pacifiquement et de participer aux marches des fiertés.
- Mettre fin aux discours homophobes et transphobes soutenus par l'État et garantir un espace sûr pour la société civile ainsi que des lieux de travail inclusifs et sûrs pour tous.
- Respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la législation européenne et des conventions internationales relatives aux droits de l'homme.

IndustriAll Europe exprime son inquiétude la plus vive et condamne fermement l'intensification des attaques contre les libertés et les droits fondamentaux des personnes LGBTI+ en Hongrie. IndustriAll Europe reste solidaire dans la lutte pour l'égalité, la démocratie et la liberté – aujourd'hui comme demain.

Gaza

Le mépris catastrophique des principes du droit humanitaire international a atteint des niveaux sans précédent tandis que 90 % de la population de Gaza a été déplacée au sein du pays, souvent à de multiples reprises. La plupart des lieux de travail à Gaza ont été dévastés et des milliers de travailleurs ont été tués sur leur lieu de travail, dont plus de 1 000 professionnels de la santé.

Depuis le 2 mars 2025, les autorités israéliennes ont imposé un blocus total à Gaza, réduisant presque à néant les efforts humanitaires visant à protéger et à aider les civils en leur acheminant des produits de première nécessité. Depuis le 18 mars 2025, les forces israéliennes ont intensifié les bombardements aériens, terrestres et maritimes sur la bande de Gaza et ont renforcé leurs opérations terrestres. Ces opérations ont fait des centaines de victimes et détruit des infrastructures civiles.

L'ensemble de la population de Gaza est touché par une pauvreté multidimensionnelle et est victime d'une punition collective. Les atrocités commises actuellement à Gaza et l'utilisation de la famine comme arme constituent des crimes de guerre et sont actuellement considérées comme un génocide potentiel par la Cour internationale de justice. Cette situation doit cesser immédiatement. L'UE et ses États membres ont l'obligation de prendre des mesures à cet effet. Il est urgent d'assurer l'accès à l'aide humanitaire et de lever le blocus de Gaza.

Certaines parties du gouvernement israélien de droite cherchent ouvertement l'expulsion des Palestiniens de la bande de Gaza ainsi qu'à l'occupation et à la colonisation permanentes.

Lors de sa réunion des 13 et 14 décembre 2023, industriAll Europe a déjà adopté une position claire sur le conflit, qui est toujours d'actualité.

Les souffrances incommensurables de la population de la bande de Gaza suscitent l'émotion de nombreuses personnes dans le monde entier. Mais une critique justifiée ne doit pas se transformer en antisémitisme. La sécurité des Juifs ne doit pas être liée à la guerre israélienne. Les slogans et les attaques antisémites doivent être condamnés dans les termes les plus forts possibles. La sécurité de la vie juive doit être garantie dans tous les pays.

À l'inverse, toutes les formes de solidarité avec le peuple palestinien ne doivent pas faire l'objet de suspicion. Critiquer les actions du gouvernement israélien n'est pas la même chose que l'antisémitisme – tout comme la solidarité avec les Palestiniens ne signifie pas le soutien au Hamas.

Les Palestiniens ont le droit de vivre dans la paix, la dignité et dans un État indépendant.

Le Congrès exige l'arrêt de toutes les violations des droits de l'homme par toutes les parties et appelle à un cessez-le-feu immédiat.

La Palestine est occupée depuis 1967. Le Congrès réitère donc son appel à une solution équitable conformément aux résolutions de l'ONU, à la reconnaissance d'un État palestinien et à la fin de l'occupation militaire illégale.

Le Congrès enjoint l'Union européenne à suspendre les livraisons d'armes et son accord d'association avec Israël, conformément à l'article 2 sur le respect des droits de l'homme.

Le Congrès soutient les enquêtes en cours de la Cour pénale internationale (CPI).

Le Congrès appelle à se conformer à l'avis de la CIJ sur l'occupation du territoire palestinien, en ce qui concerne le commerce avec les colonies israéliennes en territoire palestinien occupé.

Le Congrès condamne sans aucune réserve toute forme de violence visant toute partie de la population civile et appelle à un cessez-le-feu humanitaire immédiat. Chaque vie compte, et tous les crimes de guerre, où qu'ils soient commis, sont inacceptables.

Le Congrès condamne avec la plus grande fermeté les attaques terroristes brutales perpétrées par le Hamas le 7 octobre. La cruauté des attaques et les prises d'otage par l'organisation terroriste du Hamas sont indescriptibles et ne sont en aucun cas justifiables.

Le Congrès condamne toute violation du droit international humanitaire et le bombardement des populations civiles dans ce conflit. La réaction du gouvernement israélien a provoqué une crise humanitaire avec des conséquences dévastatrices pour les populations habitant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée. Ce conflit est une crise humanitaire. Chaque jour, la catastrophe humanitaire s'aggrave.

Le Congrès réclame des couloirs humanitaires dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée pour faciliter l'approvisionnement des biens et des services essentiels.

L'heure est à la diplomatie. Le Congrès appelle l'Union européenne et les gouvernements européens à intensifier leurs efforts pour mettre fin à la guerre, garantir la libération de tous les otages et permettre d'avancer vers une paix juste et une solution à deux Etats.

En tant que syndicalistes, nous condamnons la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie dans le monde, et nous nous opposons fermement à la guerre, à la violence et à toute forme de racisme. Nous voulons la paix et la justice pour tous.

Urgence d'un plan d'action pour des emplois industriels de qualité et une réindustrialisation forte et ambitieuse

Pas une semaine ne passe sans une nouvelle annonce de restructuration, de fermeture ou casse sociale en tous genres non seulement au sein du Benelux mais également et à plus forte raison à travers toute l'Europe. Des pertes d'emplois en cascade, qui touchent l'ensemble des chaînes de valeur.

Les chiffres sont alarmants :

- L'UE a perdu près d'un million d'emplois dans le secteur manufacturier, entre 2019 et 2023. Le secteur manufacturier est aujourd'hui l'un des plus touchés par la multiplication par trois du nombre d'emplois perdus en raison de la restructuration des entreprises au cours des cinq premiers mois de 2025 par rapport à la même période en 2022.
- 25 % des entreprises industrielles européennes sont amenées à vivre de profondes restructurations d'ici les mois à venir.
- « *Chaque jour en Europe, environ 500 travailleurs qualifiés du secteur manufacturier perdent leur moyen de subsistance sans perspective d'emploi alternatif* » (Esther Lynch, CES, 12/5/2025)

Les travailleuses et travailleurs européens font face à une tempête qui s'est déclarée sur 2 fronts :

- D'une part, celle liée aux défis climatiques et technologiques ;
- D'autre part, celle liée aux tensions géopolitiques, nouveaux rapports de force et guerre commerciale entre des blocs au sein desquels l'Europe peine encore à trouver sa place.

En outre, nous savons que jamais autant d'argent n'a été dépensé par les multinationales, le BIG TECH et les groupes de pression du secteur des énergies fossiles pour des activités de lobbying auprès des responsables politiques européens. L'année dernière, plus de 343 millions d'euros ont été dépensés par des entreprises qui déclarent consacrer plus d'un million d'euros par an au lobbying. Cela représente une augmentation d'un tiers par rapport à 2020, (et on est conscient qu'il s'agit d'une sous-estimation flagrante).

Nous connaissons le résultat de cette union renforcée des forces patronales : la déréglementation et le démantèlement des mécanismes de correction sociale au nom de la préservation de la compétitivité européenne. (ex. le paquet Omnibus)

En plus le banc patronal est aidé par nos gouvernements de plus en plus de droite qui ne font qu'opter pour les mauvaises décisions comme l'austérité et déréguler. Dans le même temps, tout en faisant preuve d'ingéniosité afin d'éluider l'impôt, les entreprises n'ont jamais versé autant de dividendes que cette année à leurs actionnaires.

Il est évident que la « Just Transition » est un axe prioritaire pour nos organisations syndicales et nous souscrivons pleinement au plan stratégique qui sera débattu et agréé lors du Congrès de Budapest. Avec la nuance et les attentes portées par la CES dans son communiqué de presse du 12/5/2025 :

« Les syndicats sont toujours favorables à un véritable dialogue social, mais le temps des paroles et discours est révolu depuis longtemps. La Commission doit présenter un plan

industriel européen visant à protéger et à créer de nouveaux emplois de qualité en investissant dans nos industries. »

Il est en outre URGENT qu'en tant que, représentants des travailleurs et travailleuses de l'industrie européenne, nous nous exprimions d'une voix plus claire et plus unie.

Les mois qui viennent, vont être déterminants pour les travailleuses et travailleurs européens.

Pour ce faire nous avons besoin d'un industriAll Europe plus fort et revendicatif, autour duquel nous devons faire corps !

Nous attendons de notre organisation européenne :

- Qu'elle intensifie plus que jamais la fluidité des échanges entre nous ;
- Qu'elle fasse entendre encore plus clairement notre voix auprès de nos élus européens, dans les forums de discussion et les groupes de pression auxquels elle participe ;
- Qu'elle exige clairement des investissements dans l'industrie et R&D
- Qu'elle encourage à un plan d'action coordonné dans toutes nos régions pour la promotion et la défense :
 - De nos emplois de qualité ;
 - De salaires justes ;
 - D'une fiscalité équitable ;
 - De nos pensions dignes ;
 - D'un plan industriel européen à la hauteur des défis versus la course à une économie de guerre ;
 - De la démocratie tant dans l'entreprise que dans la société
 - De la formation professionnelle qui garantisse la qualité de notre main d'œuvre jusqu'ici réputée ;
- Qu'elle plaide pour un dispositif de protection de l'emploi, similaire au programme « SURE » qui a permis de sauver des emplois pendant la pandémie, afin d'éviter des pertes irréversibles de notre capacité industrielle ;
- Qu'elle encourage davantage de mesures d'accompagnement pour ceux qui perdent malgré tout leur emploi. On a besoin de garder notre main d'œuvre ultra-qualifiée et déjà prête pour les défis de demain. De ne pas les sacrifier ou les laisser s'évaporer dans la nature.
- Qu'elle renforce et soutienne les représentants des travailleurs au sein des CEE lors des restructurations dans leur lutte pour le maintien des emplois et la solidarité mutuelle.
- Qu'elle dresse une monographie de nos secteurs
 - Développement / casse industrielle
 - Création / perte d'emplois
 - Catalogue avancées / régressions sociales
- Qu'elle organise un bilan de la stratégie syndicale sur les 2 années écoulées
- Mais aussi qu'elle s'oppose à toute forme d'austérité et de dérégulation du marché du travail et des systèmes de protection sociale des travailleurs.

On a besoin d'apporter des réponses syndicales aux travailleurs que nous représentons vis-à-vis de leur problème d'aujourd'hui. Il faut se battre pour un avenir pour nos filières et ses chaînes de valeur et stopper les saignées actuelles.

Il est temps d'envoyer un signal plus fort et de former un contre-pouvoir plus puissant avec nos membres, nos militants, les syndicats des États membres et NOTRE fédération européenne industriAll Europe.

Les syndicats en faveur des droits et des principes démocratiques fondamentaux

À l'occasion du Congrès 2025 d'industriAll Europe, nous tenons à faire part de notre engagement en faveur de la démocratie et du dialogue social au nom de plus de 200 organisations et de 7 millions de membres à travers 39 pays.

Nous sommes solidaires et soutenons nos affiliés dans tous les pays :

- où les droits civils fondamentaux, tels que le droit à la liberté de réunion et d'association, sont violés,
- où les droits des travailleurs sont restreints,
- où le travail des syndicats est rendu difficile, voire impossible, que ce soit dans les secteurs public ou privé.

Ces déclarations sont particulièrement valables pour la Hongrie, pays hôte de notre Congrès, où les mesures gouvernementales ont considérablement affaibli les positions de représentation des travailleurs ces dernières années. Le pays possède l'un des codes du travail les plus favorables aux employeurs, tandis que la législation sur la grève rend les grèves difficiles, voire impossibles. Par ailleurs, il n'existe pratiquement pas de sanctions substantielles pour les violations commises par les employeurs, ce qui favorise l'intimidation sur le lieu de travail.

En Hongrie, le démantèlement délibéré du dialogue social par le gouvernement, aux niveaux national, sectoriel et de l'entreprise, a entraîné une diminution du nombre de conventions collectives et une augmentation des décisions unilatérales prises par les employeurs. Nous sommes de plus en plus confrontés à :

- des licenciements injustifiés de responsables syndicaux,
- un mépris des activités syndicales,
- une violation de l'égalité des chances sur le lieu de travail

Les organisations membres d'industriAll Europe sont solidaires des syndicats hongrois et réclament :

- le rétablissement du droit de grève et de réunion,
- la cessation des menaces contre les ONG,
- une transformation substantielle et le fonctionnement du système de conciliation des intérêts,
- le respect total par les employeurs du droit des travailleurs à s'organiser.